

CORRUPTION ET GRANDE CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Le parti de Benflis déplore le «silence» du gouvernement et «l'inaction» de la justice

Le parti des Avant-gardes des libertés considère que les fuites ayant émaillé les examens du baccalauréat résument à elles seules le «niveau jamais égalé de déliquescence de l'Etat et d'atteinte à son autorité».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le Bureau politique du parti, réuni, hier samedi, en session mensuelle ordinaire, soutient avoir «pris connaissance avec consternation de la fraude qui a gravement entaché le déroulement des examens du baccalauréat, qui a pénalisé les candidats, semé le trouble, l'inquiétude et l'angoisse au sein de leurs familles et projeté une image lamentable du sérieux et de la crédibilité qui devraient caractériser l'Etat et ses institutions».

Le parti que préside Ali Benflis s'indigne, sur un autre plan, que «la

corruption et la grande criminalité financière continuent à sévir et à s'étendre au moyen de la banalisation, de l'impunité et de la tolérance des pouvoirs publics».

Il déplore également le «silence du gouvernement ainsi que l'inaction manifeste de la justice et des organes de prévention et de répression de cette forme de criminalité (la grande criminalité financière), qui bafoue l'autorité de l'Etat et sape les fondements de l'éthique publique», renouvelant sa conviction que «la propagation de la corruption et de la grande criminalité financière est

avant tout le révélateur le plus éclatant de l'inexistence d'un Etat de droit dans notre pays».

Pour le parti des Avant-gardes des libertés, «c'est par l'avènement de l'Etat de droit et d'autorité légitime à la conduite de toutes les institutions républicaines que le fléau de la corruption et de la grande criminalité sera le mieux prévenu, combattu et éradiqué de notre société».

Le bureau politique du parti des Avant-gardes des libertés a aussi traité du projet de loi organique portant création d'une haute instance de surveillance des élections, regrettant «profondément que le régime politique en place ait persisté à confiner le rôle de cette instance à la seule surveillance des élections en l'excluant totalement de leur pré-

paration et de leur organisation alors même que c'est à ces deux niveaux que se met en place la véritable logistique de la fraude».

Et d'estimer, dans ce sens, que «la seule surveillance des élections est incapable de mettre fin au système de la fraude et ne sera jamais en mesure de corriger ou d'éliminer les faits accomplis de la fraude qui prennent racine dans la préparation et l'organisation des élections qui sont laissées à la seule discrétion d'un appareil politico-administratif dont les capacités de manipulation des processus électoraux restent inchangés et intacts».

Et pas que cette tare puisque le parti estime, en outre, que «l'autonomie administrative et financière de cette Instance ne saurait en

aucune manière constituer un critère ou une garantie de son indépendance dès lors que toute sa composante humaine fait l'objet d'une nomination de la part de l'institution présidentielle» et que pour moitié, la composante humaine de cette instance est formée de magistrats alors même qu'il est de notoriété publique que le système judiciaire est un appareil dépendant et aux ordres du pouvoir politique et pour l'autre moitié composée prétendument de compétences indépendantes issues de la société civile, alors même qu'il est avéré que les seules organisations de la société civile sont celles qui gravitent dans la proximité immédiate du régime politique en place».

M. K.

LE CONSTAT EST DU CONSEIL NATIONAL DU RCD

«L'Algérie n'a jamais été autant en danger»

Ce constat sévère est du RCD qui relève un «conjoncture nationale périlleuse conjuguée à une absence de visibilité économique et sociale inquiétante».

Les membres du conseil national du parti, réunis avant-hier vendredi en session ordinaire, tirent leur diagnostic d'une logique de fonctionnement d'une société de prédation et de la distribution de la rente qui a, selon eux, atteint son ultime terme.

Et ils ne manquent pas d'étayer leur sinistre constat par un tableau de bord dont les voyants clignotent tous ou presque au rouge.

«Chute des exportations d'hydrocarbures de 30 à 35 milliards de dollars annuellement, surliquidité de l'économie qui est à son paroxysme, concentration des revenus qui devient intolérable, une minorité qui s'adonne à la luxure alors que de larges pans de la population sont dans la détresse, un chômage qui gagne, du propre aveu de l'ONS, des proportions alarmantes, fuite des cadres exacerbée, des capitaux colossaux transférés en toute impunité dans des comptes offshores pendant que l'investissement continue de s'effondrer».

Ne s'arrêtant pas là, le conseil national du RCD trouve les propositions du gouvernement sur le plan économique, «d'ordre strictement monétaire» puisque, selon lui, «ne changent en rien la sphère réelle et la structure rentière dominante, à l'origine de la paralysie de l'économie de notre pays».

Et de considérer que les fuites au bac de cette année témoignent, on ne peut plus clairement, de par leur «ampleur et leur étendue», d'une «déliquescence généralisée» et illus-

trent le délitement des valeurs et l'avitilissement de la culture d'Etat. Ceci en sus de «confirmer une volonté délibérée qui suppose des compllicités à des niveaux élevés des institutions».

Et parce qu'il n'est «qu'exclusivement préoccupé par sa survie», le parti que préside Mohcine Belabbas regrette que le pouvoir «persiste dans le déni des réalités». Un pouvoir qui, au lieu de profondes

réformes structurelles, plus que jamais urgentes, «ne se résout, par ailleurs, qu'à de récurrentes promesses dilatoires, à savoir l'organisation d'élections locales et nationales désormais transparentes et disqualifiant, du coup, toutes les précédentes».

Car, estime encore le RCD, l'organe de surveillance des futurs scrutins proposé «reste en deçà des attentes de l'opposition démocratique tant par sa composante que par ses attributions et la proposition y afférente est «aux antipodes de l'organe indépendant de gestion des élections

qui fait consensus dans la classe politique». Et de considérer que cette démarche du pouvoir «cache pernicieusement la volonté de se déresponsabiliser et de se soustraire à une reddition de comptes quant aux séquelles de la gestion délictueuse des institutions».

Zineb Djemaï, coordinatrice des femmes démocrates du RCD

Par ailleurs, les femmes démocrates du RCD qui ont, pour rappel, tenu leurs assises nationales le 13 mai dernier en présence de plus de

600 militantes venues des quatre coins du pays, ont leur coordinatrice nationale. En effet, le président du parti a porté à la connaissance des membres du conseil national du parti la nomination de Djemaï Zineb, membre de l'APC de M'chedallah, dans la wilaya de Bouira, à la tête de cette organisation du parti dédiée exclusivement à la gent féminine.

Une organisation, la seconde du genre, puisque le RCD s'est également doté de jeunesse libre du parti dont les assises ont été tenues le 17 mai 2015.

M. K.

IL EST COMPOSÉ DE 36 MEMBRES

Le nouveau secrétariat national du FFS nommé

Session exclusivement organique que celle du conseil national du FFS tenue avant-hier vendredi, à huis clos.

Avec comme tout premier point à l'ordre du jour, l'entérinement du nouvel exécutif du parti nommé par le tout nouveau premier secrétaire national, Abdelmalek Bouchafa, qui s'est, pour ce faire, concerté avec les membres de l'instance présidentielle du parti.

Un secrétariat national dont la composante, caractérisée par la reconduction de nombre de membres de l'exécutif sortant, à l'image de Youcef Aouchiche, maintenu à la communication, Chaffai Bouaiche, Nora Mahiout, Ali Deras, Hamou

Mosbah ou encore Djamel Bahloul, a été revue à la hausse puisque pas moins de 36 membres y siègent.

Dont, et c'est là une nouveauté, la nomination des parlementaires Mohamed Bettache, Hocine Haroun, Moussa Tamadartaza, Belkacem Benameur et des cadres, Boudjemaâ Bouhni et Omar Bouguerba désignés secrétaires nationaux sans portefeilles. Ceci alors que Mohamed Hebbir, Laghouati Bekhaled et Abdenacer Ammouri ont été nommés délégués auprès du premier secrétaire national, chargés du développe-

ment du parti, respectivement à l'est du pays, à l'ouest et au sud du pays.

A l'occasion de cette même session extraordinaire, les membres du Conseil national du FFS ont renouvelé les commissions statutaires de l'instance élues tous les deux ans : la commission de stratégie politique, la commission économique et sociale, la commission de contrôle des finances, la commission administrative et la commission de médiation et de règlement des conflits.

Une sixième commission, non statutaire, précise Youcef Aouchiche, celle des affaires juridiques et des droits de l'homme a été également installée pour, explique notre interlo-

cuteur, «impliquer le maximum de cadres du parti dans les débats autour de nombre de questions nationales».

A noter que l'ex-premier secrétaire national, Mohamed Nebbou, a été, conformément aux dispositions de l'article 49 des statuts du parti, nommé par l'Instance présidentielle membre du comité d'éthique aux côtés de Abdoune Nacer et Abdeslam Saïda et de son coordinateur Karim Baloul. Un comité auquel manque un cinquième membre, comme le fera remarquer le chargé à la communication et aux réseaux sociaux.

M. K.

RÉGULATION DU CHAMP AUDIOVISUEL

Hamid Grine se veut rassurant

La régulation du champ audiovisuel et d'autres questions polémiques qui agitent le champ médiatique algérien, à l'instar du chantier de l'assainissement du champ audiovisuel lancé par le gouvernement et le conflit autour du rachat du groupe El Khabar, ont été les questions abordées par le ministre de la Communication, dans un point de presse organisé en marge de sa visite, hier, à Tizi-Ouzou.

Sur l'assainissement du champ audiovisuel, Hamid Grine adopte un ton plutôt apaisant et rassurant. «Ce sont les chaînes

extrémistes et qui font dans le prosélytisme religieux qui sont ciblées. Pour les autres chaînes, il y aura moyen de s'arranger mais sans toucher aux fondamentaux de la République», dira le ministre qui prendra le soin de préciser que l'opération est du ressort de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel qui agira en toute indépendance. Celle-ci va lancer, incessamment, des appels d'offres sur la base du cahier des charges et de la réglementation. S'agissant de la décision de l'homme d'affaires Issad Rebrab d'ouvrir le capital et de l'introduction en bourse du groupe El Khabar, Hamid Grine s'est refusé à tout commentaire. «Je n'en pense rien jusqu'au verdict de la justice. Je n'anticipe pas, j'attends le verdict de la justice», dira, sur un ton sibyllin, le ministre pour qui la polémique suscitée autour de l'empêchement des journalistes d'El Khabar et d'El Watan de faire partie du

voyage organisé par les services du Premier ministre pour se rendre aux obsèques du président de la Rasd, Mohamed Abdelaziz, n'a pas lieu d'être, liant le refus opposé à ces journalistes à une question d'accréditation. «Il n'y a aucun problème d'atteinte à la liberté de la presse de la part des services du Premier ministre», précisera Hamid Grine qui a exprimé ses regrets sur l'annulation du recueillement, à Oulkhrou, sur la tombe de Tahar Djaout, en raison de l'occupation de la route menant au village des défunts journalistes par les citoyens du village Ighil Mhand. L'action de ces derniers est due à leur refus d'être expropriés des terres dont ils revendiquent la propriété et sur lesquelles l'Etat projetait d'aménager une ZET, zone d'extension touristique.

S. A. M.